

Commission : Food and Agriculture Organisation (FAO)

Question : L'agriculture face aux grands groupes : comment concilier productivité, protection des agriculteurs et protection de l'environnement ?

Auteur : Royaume-Uni

De nos jours, les grands groupes agricoles sont motivés par un désir toujours plus fort d'augmentation des rendements, de profit et de compétitivité. Pour produire toujours plus, les géants de l'industrie agro-alimentaire utilisent des méthodes telles que l'accaparement des terres (ou *land-grabbing*), l'utilisation massives de produits nocifs pour l'environnement, ou encore la spécialisation et l'uniformisation de l'agriculture. Bien que l'utilisation de ces techniques puisse mener à une augmentation de la productivité dans un premier temps, il n'en sera rien sur le long terme. En effet, les problèmes inhérents à cette manière de produire sont très préoccupants : violations des droits fonciers des populations, stérilisation des sols, déforestation et parfois même insécurité alimentaire, la liste est longue. Toutefois, le bénéfice énorme de la productivité pour l'économie de chaque pays ne doit pas être négligé : il est donc primordial de changer notre mode de production à l'échelle planétaire, pour concilier productivité, protection des agriculteurs et respect de l'environnement.

Conscient de l'enjeu énorme de cette problématique, le Royaume-Uni pense qu'il est réellement important de mettre en place des mesures pour protéger l'environnement et donc l'agriculture. Cependant, il faut aussi maintenir un niveau de production et de rendement élevé, pour s'assurer de la rentabilité et de la pérennité des exploitations agricoles. Cette pérennité ne pourra être sécurisée que si nous changeons notre façon de produire. En effet, l'utilisation de produits phytosanitaires et la monoculture posent des problèmes de stérilisation des sols. Au bout de plusieurs années d'exploitation d'une seule et même espèce, le sol est de moins en moins riche et fertile, et les cultures produisent de moins en moins : l'exploitation agricole s'appauvrit progressivement, menaçant sa survie. Pour éviter que ce schéma ne se répande et que l'économie agricole ne s'effondre, il faut donc mettre en place un système agricole durable.

Le gouvernement britannique a d'ores et déjà instauré un programme qui vise à soutenir et à encourager une agriculture biologique plus durable. Ce programme comprend non seulement des informations sur les modalités à suivre pour être certifié en tant que producteur biologique, mais aussi des aides financières (*Countryside Stewardship Scheme* ou encore *Rural Grants and Payments*) pour aider à la reconversion. La délégation britannique sait pertinemment que cette reconversion ne sera réalisable que sur plusieurs années, et que les structures de l'économie, du marché ainsi que des grands groupes agricoles et des industries agro-alimentaires devront s'adapter progressivement à ce changement radical dans la manière de produire. Mais ce changement, bien que nécessaire ne doit pas s'opposer au principe du libre échange, et en ce sens, un nombre trop important de subventions ou d'interventions du gouvernement sur le marché serait contre-productif.

Cette problématique très large et complexe couvre aussi le problème de la protection des agriculteurs. En effet, le Royaume-Uni est alarmé par les problèmes que peuvent rencontrer les agriculteurs, tout d'abord sur son propre territoire mais aussi plus généralement dans le monde entier. Premièrement, l'accaparement des terres mène à la disparition des petits ou moyens agriculteurs et à l'implantation et l'augmentation des grandes entreprises agricoles. En Afrique, c'est quelques 2,5 millions de terres qui ont ainsi été achetées par des multinationales ou des états étrangers. De cet accaparement découle de nombreuses autres complications, non seulement pour les paysans, mais également pour les régions touchées. Même si le Royaume-Uni s'est fortement impliqué dans ce problème (1 972 010 hectares accaparés en 2016), le gouvernement a pour projet de mettre en place des mesures pour limiter cet accaparement.

Par ailleurs, le Royaume-Uni estime que la sortie de l'Union Européenne lui permettra de s'affranchir de la Politique Agricole Commune qu'elle considère comme néfaste pour les agriculteurs britanniques. Cette politique subventionne en effet de manière artificielle certains secteurs de l'agriculture, les empêchant d'être viables par eux-mêmes. Le gouvernement britannique est attaché à la compétitivité de ses secteurs économiques, dans le cadre du libre-échange.

Il compte par ailleurs promouvoir la qualité des produits issus de l'agriculture du pays, notamment par les campagnes de communication comme « Buy British ». L'objectif final est de tripler le nombre de produits certifiés de qualité pour augmenter la valeur ajoutée de son agriculture et la développer.

Enfin, alarmé par la progression de l'obésité au Royaume-Uni, le système d'étiquetage « Traffic Light » a été instauré pour informer les consommateurs sur le contenu des produits et sur leur valeur nutritionnelle. Ce système permettra aussi de limiter la consommation de produits dont certains nuisent à l'environnement, comme l'huile de palme (déforestation mécanique par l'entreprise Wilmar en Indonésie pour la production d'huile de palme, par exemple).

Ainsi, notre pays est prêt à réaliser des efforts pour protéger d'une part l'agriculture et d'autre part l'environnement. Les mesures déjà mises en place montrent la réelle volonté du Royaume-Uni de changer sa manière de produire et de réformer son système agricole et agro-alimentaire. Cette stratégie ne doit pas entraver le libre-échange, auquel le Royaume-Uni est très attaché, ou dégrader la productivité gage de compétitivité.